

12 AVRIL : AUTOGESTION ET COMMUNS. DE QUOI PARLE-T-ON ? QUELLES DIVERGENCES OU CONVERGENCES ?

Séance de réflexion ouverte à toutes et tous

Jeudi 12 avril 2018 19h00

Au Maltais Rouge

40, rue de Malte 75011 PARIS

Co-organisée par Le réseau (AAAEF), Alternatives & Autogestion, l'Association Autogestion, ATS, l'OMOS, l'Union syndicale Solidaires.

Développer un logiciel libre, créer une coopérative, reprendre une entreprise, animer une AMAP, lutter pour la gestion publique de l'eau, monter un magasin social, développer des budgets participatifs. Ces nombreuses initiatives montrent l'aspiration à l'autonomie et la prise en mains collective de notre destin, comme a pu le montrer le succès d'un film comme « Demain ». Cette revendication fait également écho à des luttes et initiatives mythiques, comme celle des Lip, du Larzac ou encore la lutte pour l'eau de Cochabamba en Bolivie.

Toutes ces pratiques renvoient à deux idées : celle que des richesses matérielles ou immatérielles doivent être accessibles à toutes et tous et qu'il faut donc les gérer de façon collective et démocratique. Doit-on alors parler d'autogestion et/ou de communs ?

L'autogestion

Inventée par les communistes yougoslaves à la fin des années 1940 pour marquer leur rupture avec le stalinisme, le terme « autogestion » a très rapidement été adopté par une partie de la gauche française dans les années 1960 et 1970 puis abandonné pour être repris plus tardivement par les gauches latino-américaines. Ce terme recouvre des réalités diverses, allant des réformes introduites par en haut par le parti communiste yougoslave à des expériences autonomes de gestion de lieux ou d'appropriation d'entreprises par les travailleurs dans un contexte capitaliste. Ainsi, l'autogestion est « à la fois un moyen de luttes frayant un chemin et un moyen de réorganisation de la société. Elle est également une culture irriguant la conscience collective » (Henri Lefebvre 1966). Cette définition peut donc, en particulier, fonder un projet politique : l'autogestion à tous les niveaux comme système politique.

Les Communs

Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie en 2009, démontre que certains biens peuvent être gérés en commun de façon efficace à la condition que les différentes parties prenantes définissent ensemble des règles d'utilisation et d'exploitation comprises par tous. D'autres auteurs, tels Benjamin Coriat, utiliseront le terme de « communs » soulignant l'importance des mécanismes de délibération démocratique et d'articulation des droits autour des ressources à gérer. Pierre Dardot et Christian Laval, dans leur livre Commun, Essai sur la révolution au XXI^e siècle, ont utilisé le terme au singulier pour en faire un horizon politique.

Chacun de ces deux termes ne recouvre pas toujours les mêmes concepts. Le point commun qui nous intéresse est la recherche d'un approfondissement de la démocratie et d'une relativisation plus ou moins forte du droit de propriété.

Dès lors, est-ce que tout commun est en soi de l'autogestion ? Quelles sont les convergences ou divergences entre le projet de l'autogestion généralisée et l'horizon politique du commun ?

Après une présentation succincte de ces deux notions par Catherine Samary et Benoît Borrits, nous vous invitons à partager votre vision des communs et de l'autogestion et à réfléchir sur ce qui peut les rapprocher.